



LIGUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU VOLONTARIAT

Pour notre avenir et la reconnaissance de nos engagements.

Prochain comité consultatif restreint

Au mois d'octobre, une nouvelle réunion avec le DDSIS portera notamment sur les 3 sujets suivants :

- **Les SPV de demain ?** La commission Ambition Volontariat, le décret d'urgence pour les SPV, les réflexions de la CNSIS, le rapport de la MEC,... - L'objectif est de faire le point sur la situation.
- **L'utilisation des chefs de groupe SPV** au niveau opérationnel et fonctionnel au sein du SDIS 33.
- **L'astreinte.** Des dérives sont constatées dans l'organisation de l'astreinte au sein de certains centres de secours. Donner de la disponibilité n'est pas synonyme d'obligation professionnelle même si cela correspond aux devoirs d'un SPV. La réglementation nationale et locale est claire à ce sujet :

Il n'existe aucune disposition législative ou réglementaire imposant un minimum d'activité ou de présence des SP volontaires. En revanche, certaines dispositions limitent leur participation au fonctionnement des services d'incendie et de secours, selon les principes suivants:

- Les emplois permanents de la fonction publique sont occupés par des fonctionnaires (loi du 13 juillet 1983 et loi du 26 janvier 1984),
- L'activité de SPV est une activité accessoire à une autre activité professionnelle ou non : elle ne peut être exercée à temps complet (article R.1424-1 du code général des collectivités territoriales),
- Les astreintes à domicile donnent lieu à la perception de vacations horaires dans la limite de 18 semaines par an. Cependant, l'engagement en qualité de SPV sous-entend une volonté de l'intéressé à participer à l'activité du service public d'incendie et de secours comme d'ailleurs un besoin en personnel pour l'autorité d'emploi (le SDIS).
- En outre, il faut également pour conserver une certaine capacité opérationnelle et une efficacité en intervention assurer une participation minimale au service, et notamment s'entraîner, se former ou se recycler.

Au maximum 3 autres sujets seront évoqués lors du comité consultatif restreint qui suivra celui-ci. Par exemple : la note du conseil d'administration sur l'engagement et l'emploi des SP au double statut.

Que diriez-vous au DDSIS sur ces sujets ? Laissez vos commentaires sur le forum